



Silvio Berlusconi, une vie dans les affaires

Italie Décédé ce 12 juin à l'âge de 86 ans, l'Italien Silvio Berlusconi a atteint les sommets de tous les domaines qu'il a explorés. Mais il aura aussi été un abonné des prétoires en tant qu'accusé, un businessman retors, un politicien controversé et sulfureux dont les outrances préfiguraient Trump.

Réactions

Une image de "battant"

Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien, a salué la mémoire de son allié, un "battant" qu'elle voyait comme "l'un des hommes les plus influents de l'histoire de l'Italie" qui "n'avait pas peur de défendre ses convictions" grâce à son "courage" et sa "détermination". Une journée de deuil national a été décrétée mercredi, jour des obsèques de l'ex-chef de gouvernement. Une poignée de dirigeants dans le monde se sont joints aux Italiens pour saluer l'une des personnalités les plus turbulentes dans l'histoire de leur pays.

Le pape François a ainsi adressé un télégramme de condoléances à la famille de Silvio Berlusconi. Le souverain pontife a exprimé, dans ce télégramme, sa "participation sincère au deuil d'un acteur de la vie politique italienne, qui a exercé des responsabilités publiques avec un tempérament énergique".

Vladimir Poutine a de son côté salué la mémoire d'un "vrai ami". Le chef du Kremlin a évoqué la "sagesse", l'"énergie vitale incroyable", l'"optimisme" et le "sens de l'humour" de ce "vrai patriote" qui a "apporté une contribution personnelle inestimable" aux relations russo-italiennes.

"**Repose en paix mon ami**", s'est épanché le Premier ministre nationaliste hongrois Viktor Orban, en légende d'une photo qu'il a publié sur Twitter le montrant avec Berlusconi, saluant un "grand combattant".

Portrait Olivier le Bussy,
Bruno Fella et Valérie Dupont

Était-ce une manifestation de solidarité envers son vieil ami, le président russe Vladimir Poutine? Ou le besoin, irrésistible, d'encore faire parler de lui, alors qu'il n'est plus la tête d'affiche de la politique italienne? On datera au mois de février 2023 la dernière fois que Silvio Berlusconi a retenu l'attention du monde, en imputant au président ukrainien Volodymyr Zelensky la responsabilité du déclenchement du conflit en Ukraine. Une déclaration à l'emporte-pièce et provocatrice, une de plus, qui s'ajoute à la longue liste de celles dont l'Italien aura été coutumier au cours de sa longue existence, arrivée à son terme ce 12 juin 2023 à 86 ans des suites d'une leucémie.

Même ses plus féroces détracteurs en conviendront: la vie sur laquelle le rideau est tombé ce lundi aura été hors norme, comme l'était son protagoniste. Comme l'écrivait Shakespeare, *"le monde entier est un théâtre. Et tous, hommes et femmes, n'en sont que les acteurs"*. Des figurants, des seconds rôles, des premiers rôles. Et le tapageur Silvio Berlusconi. Sous les feux de la rampe et en coulisses, l'Italien s'est composé un personnage unique: un frimeur sapé comme un Milanais, magnat des affaires et ponte des médias, mais brillant comme un camelot cent outrances par jour. Un matois au flair peu commun et au culot stupéfiant qui a atteint les sommets dans tous les domaines qu'il a explorés, avant de connaître une déchéance qu'il a lui-même provoquée. Un filou abonné des prétoires comme accusé et finalement rattrapé par la justice. Un homme qui fut parmi les plus puissants du monde et un démagogue qui a écorné l'image de l'Italie à l'étranger, avili la politique et préfiguré l'avènement d'un Donald Trump aux États-Unis.

Acte I. "Une histoire italienne" et milanaise

Cette vie au long cours tourmenté a débuté le 29 septembre 1936 dans une famille de la petite bourgeoisie milanaise. Fils d'un père employé de la banque et d'une mère secrétaire qui arrête de travailler pour l'élever, le petit Silvio étudie chez les salésiens. Il se montre le digne fils de son père quand il revend des devoirs "satisfait ou remboursé" pour quelques friandises, selon son hagiographie *Une Histoire italienne* distribuée à des millions d'habitants de la Botte pour les élections de 2001.

Son sens des affaires, il l'aiguise encore en droit commercial et à travers divers petits boulots. Accompagné au piano d'un fidèle entre les fidèles, Fedele Confalonieri, il se coiffe d'un canotier et embrasse le micro pour pousser la chansonnette et enjôler la gent féminine dans des night-clubs de Milan, de la Riviera romagnole ou sur des bateaux de croisière. Débrouillard au sourire diamant, il s'invente même photographe de mariage, d'enterrement ou vendeur d'aspirateurs.

Acte II. L'audacieux pénétre dans la cour des grands

Les années 1960 s'ouvrent en Italie. Silvio a 27 ans. Berlusconi avale une brique et en empoche d'autres. Il se lance, la fleur au fusil, dans de grands projets immobiliers grâce à l'épargne de son père, mais surtout grâce à la banque Rasini, au parfum maffieux, et à d'obscurs investisseurs suisses particulièrement généreux et optimistes. S'enchaînent les projets, coule le béton et Silvio épouse sa première femme, rencontrée à un ar-

rêt d'autobus. Bientôt père de deux enfants et patron d'une multitude de sociétés, Silvio Berlusconi doit trouver un nid à sa hauteur. Son ami Cesare Previti en a justement un sous la main: la villa d'Arcore. Berlusconi s'arrange avec Previti, tuteur de la propriétaire, mineure et orpheline, pour acheter la villa à un prix ridicule en actions de sociétés non cotées en Bourse. Quand la jeune fille voudra transformer la paperasse en argent sonnante et trébuchant, les compères s'offriront de les lui racheter à la moitié du prix.

Pour s'occuper de la villa d'Arcore, Marcello Dell'Utri, un autre ami, lui présente l'une de ses connaissances: Vittorio Mangano, un criminel palermitain notoire. Un véritable homme à tout faire: il administre la villa, conduit les enfants à l'école... et organise aussi le rapt d'un invité. Après deux ans, Berlusconi, craignant un enlèvement pour son fils, se libère du maffieux qui finira ses jours en prison.

L'irrésistible ascension de l'homme d'affaires en fait, fin des années 1970, l'une des premières fortunes milanaises. Le nouveau *Cavaliere* (chevalier de l'ordre du Travail) en profite pour diversifier son empire et entrer dans la valse télévisée encore hésitante. Pour accéder finalement à la cour des grands, il adhère à la loge maçonnique "noire" P2 (*Propaganda due*), une organisation occulte d'hommes de pouvoir (politiciens, banquiers, magistrats, prélats, journalistes, chefs d'entreprise...). Ses nouvelles amitiés lui ouvrent de nouvelles portes et un avenir national durant les années 1980.

Acte III. La fièvre acheteuse

Berlusconi lance la télévision Canale 5, rachète les chaînes privées Italia 1 et Rete 4. Pour contourner le fait que la télévision publique, la RAI, a le monopole de la diffusion nationale, des télévisions locales retransmettent toutes le programme berlusconien. En 1984, des magistrats s'en émeuvent. L'homme d'affaires organise alors lui-même le black-out de ses antennes pour mieux crier à la censure et file chez son ami et président du Conseil socialiste Bettino Craxi, qui lui tisse en deux coups de cuillère à pot une loi sur mesure pour légaliser ses improvisations télévisuelles. La farce, rejetée par la Cour constitutionnelle, est à nouveau remise sur le tapis par Bettino Craxi, qui menace ses partenaires politiques de provoquer des élections anticipées s'ils ne l'appuient pas.

Sa méga-holding Fininvest, fondée en 1978, est un empire financier, qui couvre les secteurs des médias (Mediaset), de l'édition (Mondadori), des services financiers (Mediolanum), du cinéma (Medusa) et du football (le Milan AC)... Berlusconi sourit de ses acquisitions, de ses succès, de son nouveau mariage. C'est le temps béni de l'argent qui arrose toute la classe politique sans distinction.

Berlusconi aime à se définir comme un self-made-man. L'homme, c'est certain, possède un sens aigu des affaires. Pèsent cependant de lourds soupçons – pour dire le moins – que la recette de son succès intègre aussi les ingrédients corruption, faux, fraude fiscale, appartenance à la loge P2 et collusion, jamais avérée, avec la mafia. Son ancien assistant personnel et très proche collaborateur, Marcello Dell'Utri, qui fut député, parlementaire européen et sénateur sous la bannière de Forza Italia, fut définitivement condamnée en 2014 pour "complicité d'association mafieuse". Mais entre le Cavaliere et la Pieuvre, aucun lien direct n'a pu être formellement établi.

Acte IV. La conquête éclair du pouvoir

Tout a une fin. Le 17 février 1992, Mario Chiesa glisse une enveloppe dans son bureau, le pot-de-vin habituel. Le responsable socialiste lève les yeux. Il aperçoit des policiers, venus lui passer les menottes. Ce sera le chant du cygne de cette routine et le coup d'envoi d'une saison fatale à toute la classe politique italienne. Bettino Craxi, le parrain de l'une des filles du Cavaliere, est lui aussi inculpé lors de l'opération "Mains propres". Il finira d'ailleurs sa vie en exil dans la station balnéaire d'Hammamet en Tunisie pour ne pas avoir à répondre de ses fautes.

Silvio Berlusconi, de son côté, a déjà entamé sa mue et mis en ordre de bataille ses troupes de publicitaires. L'appel du devoir contre les "hordes" communistes? L'appel du portefeuille, avec son empire Fininvest aux abois? Qu'importe, il y répond. L'Italie rasée de ses politiciens sera le terreau de ses nouvelles ambitions. *"J'ai choisi de monter sur le terrain et de m'occuper de la chose publique"*, récite-t-il le 26 janvier 1994 dans une vidéo de neuf minutes retransmise sur toutes les chaînes. *"L'Italie est le pays que j'aime [...] Je ne veux pas vivre dans un pays non libéral gouverné par des forces immatures et des hommes liés à un passé politiquement et économiquement désastreux [...] Je vous dis que nous pouvons, je vous dis que nous devons construire ensemble, pour nous et nos enfants, un nouveau miracle italien."* Miracle, c'est le mot: deux (2!) mois après l'entrée de Silvio Berlusconi en politique, le matraquage médiatique porte ses fruits. La coalition de droite qu'il a formée remporte 40% des suffrages et le propulse au poste de président du Conseil. Son parti Forza Italia, flanqué de l'ex-néofasciste Alleanza Nazionale (AN) et d'une Ligue du Nord xénophobe, gouverne la nouvelle Italie.

Acte V. Le zénith

La victoire du 27 mars 1994, Berlusconi ne la savoure que 252 jours, le temps d'être entendu par la justice dans une affaire de corruption et d'être abandonné par la Ligue du Nord. Contraint de céder le pouvoir à la gauche, il rumine dans l'opposition, sur les bancs des tribunaux et vaine son cancer de la prostate. Les errements de la coalition de gauche et la nécessité d'une réforme constitutionnelle le remettent sur le devant de la scène, au point qu'à nouveau, en 2001, il remporte les élections. Sa victoire doit beaucoup à son incroyable bagou et au moins autant, et peut-être plus encore, au spectacle de pyrotechnie médiatique qu'orchestrent les télévisions, radios et organes de presse de *Sua Emittenza* – jeu de mots assemblant éminence (*emittenza*) et émetteur (*emittente*).

La vie est redevenue belle, comme les comptes de son empire. À la tête de la coalition de "La Maison des libérés", dans laquelle on retrouve, outre Forza Italia, la Ligue du Nord, l'AN et deux petits partis chrétiens-démocrates, Silvio Berlusconi profite de cinq années au faite du pouvoir pour faire adopter des lois préservant ses intérêts financiers et le protégeant de la justice. Il fait aussi mettre à l'index les journalistes qui pointent que *Citizen* Berlusconi, à la fois Premier ministre, hommes d'affaires et propriétaire de médias, est un conflit d'intérêts ambulante. En revanche, les promesses de prospérité et de baisses d'impôts tournent court, à l'inverse d'un gouvernement qui réussit l'exploit en Italie d'arriver au terme de sa législature.

Lors de la campagne électorale de 2006, le président du Conseil sortant a beau traiter les électeurs de gauche de "couillons", c'est le *professore*

Romano Prodi qui l'emporte, d'une poignée de voix. Conscient de la fragilité de la coalition de gauche, Silvio Berlusconi attend son heure en réformant son parti. Deux ans plus tard, le gouvernement Prodi tombe et le Cavaliere reprend une nouvelle fois les rênes du pouvoir. Il est alors au zénith de sa popularité. Plus brutale sera la chute.

Acte VI. La chute

Il apparaît, en 2011, que l'Italie est un des maillons faibles d'une zone euro luttant pour sa survie. Le président-entrepreneur est-il l'homme de la situation pour redresser l'économie et les finances publiques italiennes? Cette question, posée lors d'une conférence de presse à l'issue d'un sommet européen en octobre 2011, le président français Sarkozy et la chancelière allemande Merkel (que l'"élégant" Berlusconi qualifia un jour de "gros cul imbaisable") répondent par un silence significatif et un sourire entendu. Le Cavaliere est humilié, sa cote est au plus bas sur la place européenne. Elle a dégringolé en Italie.

La crédibilité de Silvio Berlusconi a fondu, ce qui lui reste de respectabilité va s'évaporer. Les révélations sur sa vie privée commencent à poser problème. En 2009 déjà, lasse des incartades de "Papounet", sa seconde femme (et mère des trois derniers de ses cinq enfants), Veronica, avait demandé le divorce, expliquant qu'elle ne peut "rester avec quelqu'un qui fréquente des mineures". Les rumeurs de "promotions canapé" contre des places sur les listes ou dans le gouvernement vont bon train, tandis qu'un nouveau mot fait une entrée fracassante en première page des journaux (non berlusconiens): le *bunga bunga*. Il fait référence à des soirées orgiaques organisées dans la villa d'Arcore, peu conformes avec l'honorabilité requise par la fonction de Premier ministre.

Lors de ces bacchanales, dont le concept aurait été inspiré à Berlusconi par l'ami libyen Mouamar Kadhafi, de jeunes femmes monnaie des faveurs prodiguées aux invités et au maître de maison contre de l'argent, ou une apparition "bimbolesque" sur les chaînes de télévision berlusconiennes.

L'une d'elles, Ruby, est mineure. Lorsque la lolita marocaine est arrêtée pour vol, en mai 2010, Berlusconi intercède pour obtenir sa libération, prétextant qu'elle est la nièce du président égyptien. C'est le mensonge de trop. Ses avocats, habitués aux manœuvres dilatoires dans les affaires financières, doivent maintenant s'occuper de prostitution de mineure et d'abus de pouvoir.

Des gifles parlementaires, un allié – Gianfranco Fini – qui claque la porte, une réplique du Dôme de Milan jetée par un fou qui lui laboure le visage: essoré, Silvio Berlusconi est contraint à abandonner son poste en novembre 2011. Il quitte le Quirinal, la résidence du président Napolitano, sous les quolibets de la foule. Il cède sa place à la tête du gouvernement à son antithèse: l'austère technocrate Mario Monti. Son sourire étincelant a viré au jaune, les liftings ont transformé son visage éternellement bronzé en masque de cire. Il feint de jeter l'éponge, avant de se présenter aux élections de février de 2013. Où, contre toute attente, il réalise un meilleur score que prévu, parvenant à imposer le Peuple de la liberté (PdL) dans la coalition dirigée par le Parti démocrate d'Enrico Letta. Mais la justice n'en a pas fini avec lui.

Le 24 juin 2013, Silvio Berlusconi est condamné à sept ans de prison et à l'inéligibilité à vie pour abus de pouvoir et prostitution de mineure – il fait appel. Mais le 1^{er} août de la même année, l'arrêt de la Cour de cassation confirme sa condamnation pour fraude fiscale dans l'affaire Mediaset. La prison l'attend, mais son grand âge, 76 ans, et la brièveté de sa peine garderont Silvio Berlusconi de devoir la purger derrière les barreaux. Elle est commuée en peine de travail d'intérêt général auprès de personnes âgées. L'ancien Premier ministre n'en est pas moins inéligible et lui est interdit de prétendre à un mandat électoral pour une durée de six ans. Sa carrière politique semble enterrée, dans un cercueil plombé.

Acte VII. Le retour mais au second plan

Bien qu'inéligible, Silvio Berlusconi, a cependant gardé la main sur son parti, Forza Italia, dont il reste le leader naturel et incontesté, peu

importent les circonstances. Certes, il n'a pas pu se porter candidat pour les élections législatives de 2018, mais c'est lui même campagne pour son parti, allié à La Lega de Matteo Salvini. Le tandem des droites remporte 37% des suffrages, contre 32% à l'inclassable Mouvement 5 Étoiles (M5S) mais ni l'un, ni l'autre ne parviennent à former une majorité. La Ligue finit par entrer au gouvernement sans Forza Italia, le M5S en ayant fait une condition préalable à la formation de la coalition. À 81 ans, Silvio Berlusconi continue pourtant d'entretenir le rêve d'un énième retour. D'autant moins improbable que le 12 mai 2018, un tribunal de Milan le "réhabilite" et "efface les effets de sa condamnation" pour fraude fiscale.

C'est donc sans surprise qu'on le retrouve, un an plus tard, sur les listes de Forza Italia pour les élections européennes. "Au bel âge qui est le mien, j'ai décidé, par sens des responsabilités, d'aller en Europe, où il manque une pensée profonde sur l'avenir du monde", déclare Silvio Berlusconi. Tu parles. L'Italien décroche certes un siège au Parlement européen dont, en vérité, il n'a que faire. On n'aperçoit que rarement son visage figé et sa silhouette raide dans les travées de l'hémicycle. Son véritable objectif est de redevenir, une fois encore, le roi de Rome.

Ou, plus précisément, chef de l'État. En 2022, Silvio Berlusconi se déclare candidat à la succession de Sergio Mattarella à la présidence de la République. "Vous voyez pour moi, c'était le sens de ma vie, un rêve d'enfant, de devenir Président", assure-t-il à ses troupes. En Italie, le poste réclame de la sagesse, le sens du compromis, une autorité morale et politique. Il est réservé à une personne capable d'incarner le pays avec dignité et de rester au-dessus de la mêlée. Imagine-t-on que s'installe au Quirinal, le palais présidentiel, un homme dont la notice biographique remise au président américain George W. Bush, avant un sommet du G8 au Japon, en 2008, disait qu'il était un des dirigeants "les plus controversés, dans l'histoire d'un pays connu pour la corruption et l'inconduite de ses gouvernements"? La réponse est évidemment négative. Il n'est pas de majorité de grands électeurs favorable à l'élection de Berlusconi (ni d'ailleurs pour l'alors président du Conseil Mario Draghi).

Le Milanais ne se range pas des voitures pour autant. En vue des élections législatives anticipées de 2022, il coalesce Forza Italia avec deux formations d'extrême droite: La Lega (encore) et le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni. À la différence de la situation du début du siècle, Forza Italia n'est toutefois plus le grand requin blanc qui dévore l'espace politique, mais le poisson-pilote qui s'arrime à plus fort que lui. Plus forte, en l'occurrence. L'alliance des extrêmes droites et de la droite l'emporte, avec 44% des voix. Dont 26% pour les Frères d'Italie qui placent Giorgia Meloni dans le fauteuil de cheffe du gouvernement. Seul, Forza Italia dépasse à peine les 8%. Silvio Berlusconi est désormais davantage un boulet qu'un atout. Il fragilise la coalition en refusant d'adopter le candidat de Giorgia Meloni pour la présidence du Sénat. Il l'embarrasse quand il fustige Zelensky, alors que la pourtant rattachée Italie s'est rangée derrière l'Ukraine.

Berlusconi n'est plus que l'ombre de lui-même. Un golden boy fané, en représentation perpétuelle, qui n'amuse plus personne, impressionne encore moins et a perdu beaucoup d'influence. Son heure de gloire est définitivement passée. Pendant que le rideau tombe, il quémande encore l'attention du public.

Il n'y aura plus de rappel.



Le football et les succès remportés par l'AC Milan sous la présidence de Silvio Berlusconi ont renforcé la popularité du Cavaliere et servi de tremplin à sa carrière politique.